L'ABEILLE.

PAR BULLIT, MAGNE & Cie
No. 81, RUE CHARTRES.

Journal ouvrier, littéraire et d'annonces. Il paraît tous les jours excepté les Dimanches et les Fêtes. Le prix est de 12½ cts par mois, payable d'avance.

CANDIDATS WHIG.

CHOISIS PAR LA CONVENTION NATIONALE

POUR PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS,

WILLIAM H. HARRISON

POUR VICE-PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS,

JOHN TYLER,

DE VIRGINIE.

MERCREDI 15 JANVIER 1840.

Le [illegible] pour annoncer aux membres [illegible] nous sommes candidats [illegible]

BULLIT, MAGNE & Co.

Errata. Il est heureux de mettre le feu a été [illegible] une petite blâisse en bois contigue à la maison no. 127, rue Poydras. L'arrivée à temps des pompes a empêché le feu de faire des progrès.

HORRIBLE ACCIDENT.

On nous assure qu'un crime a été commis avant hier dans un cabaret situé à l'encoignure des rues Bourgogne et St. Pierre.

Le propriétaire de ce cabaret, (un Mr. St. Claire) ayant à se plaindre de l'inconvenance d'un nègre qui s'y était présenté, l'a frappé; le nègre riposta par un coup asséné à la tête avec un poids qui se trouvait sur la buvette; la mort s'en est suivie presqu'immédiatement. On n'a pas eu nous dire si le meurtrier a été arrêté, mais nous espérons qu'il n'échappera pas au châtiment qu'il mérite.

Le steamer *Belle of Missouri*, parti de notre port pour St. Louis, a pris feu à 80 milles environ de cette dernière ville. Il y avait à bord une quantité considérable de poudre. Les passagers et l'équipage ont pu atteindre le rivage avant que l'explosion n'ait eu lieu. Un des passagers a été tué.

On écrit de Lynchburg, Virginie, le 28 décembre: "Sept bateaux dont deux ayant à bord 75 barriles de poudre, ont sauté en l'air ce matin, à 4 heures. Quatre personnes ont été tuées et une blessée."

On a appris depuis qu'une partie des cargaisons pourra être sauvée.

De La Havane.—Par le navire à voiles Anches, arrivé hier soir, nous avons reçu des journaux de cette ville du 11 de ce mois, et un prix courant du 4.

Dans la matinée du 10, la frégate espagnole *Isabel II* est entrée à la Havane venant de Cadix, ayant à son bord D. Pedro Telles de Girón, prince d'Anglona, nommé par S. M. la reine, chef suprême politique et militaire, du gouvernement de l'île de Cube, en remplacement du général Espeleta.

LEGISLATURE.

Séance du 14 Janvier 1840.

SENAT.—L'objet le plus important dont se soit occupé le sénat est le veto du gouverneur sur quelques projets de loi soumis à l'approbation du premier fonctionnaire de l'Etat pendant les derniers jours de la session dernière et renvoyés jeudi avec un veto.

M. Winn a présenté des résolutions tendant à faire envoyer ces projets de loi à l'imprimeur de l'Etat pour en effectuer la promulgation officielle, par la raison que, dans son opinion, ces *bills* n'ont pas été renvoyés en temps utile, c'est-à dire dans les trois jours qui suivent l'ouverture de la session, ainsi que le prescrit la constitution.

M. A. Hoa croit que le renvoi a été fait en temps utile parce que le sénat n'a pas siégé le 8. Du reste cette circonstance soulèverait la question de savoir si le sénat doit prononcer sur ces résolutions à la majorité des deux tiers toutes les fois qu'il s'agit de statuer sur les votes, ou s'il suffira de la simple majorité.

M. Ducros pense que si les bills n'ont pas été renvoyés dans les délais prescrits par la constitution, le message qui les accompagne est non avenu; qu'alors la promulgation est de droit et que la question de constitutionnalité de la mesure sera jugée par le pouvoir judiciaire.

La discussion de cette affaire est renvoyée à jeudi

CONGRES.

Nous avons reçu par la malle d'hier une lettre de notre correspondant de Washington, contenant le rapport de la séance du Congrès du 3 courant.

Dans la Chambre des Représentants, une discussion qui s'est élevée entre Mr. Bynum de la Caroline du Nord, M. Jenifer Stanly et Johnson, relativement à quelques observations faites dans le *Globe* par Mr. Bynum, a occupé presque toute la séance, et l'intervention du président a pu seule mettre fin aux remarques fort à fait personnelles qui étaient lancées de part et d'autre.

Une discussion vive, animée, palpitante d'intérêt, a eu lieu dans le Sénat, entre MM. Clay et Calhoun, dont notre correspondant nous annonce ne pouvoir nous donner les détails que dans sa prochaine lettre. Une motion ayant pour but la reconsidération des notes qui ont été données sur un bill, présenté par Mr. Calhoun, pour céder à de certaines conditions les terres publiques aux Etats dans les limites desquels elles sont situées, lequel bill a été renvoyé au comité des terres publiques, tandis que Mr. Clay eût voulu le soumettre à un comité spécial. Le sénateur du Kentucky demande d'un ton ironique au sénateur de la Caroline du Sud si cette mesure avait déjà reçu l'approbation du pouvoir. (On sait que l'honorable John C. Calhoun s'est réuni à Mr. Van Buren qu'il accablait naguère des plus sanglants reproches.)

Mr. Clay a traité son adversaire avec une vigueur et une sévérité méritées; cependant ses efforts ont été inutiles, tout le parti Van Burenite ayant voté avec Mr. Calhoun.

DU MESSAGE.

3me. Article. [*Voir l'Abeille du* 13.]

En vérité, c'est une pénible tâche que l'examen du Message du Président; plus on étudie ce document et moins on en est satisfait; chaque ligne est empreinte de cette ruse cauteleuse qui caractérise M. Van Buren; chaque phrase témoigne des plans insidieux de son auteur, et l'on ne peut se défendre d'un profond dégoût en voyant le premier magistrat d'un grand peuple, oublier ses devoirs et sa dignité jusqu'à dénaturer des faits, jusqu'à en altérer les circonstances, afin de surprendre la bonne foi des masses auxquelles il s'adresse dans l'intérêt de sa réélection. Mais il faut faire nos répugnances et remplir notre devoir quelque pénible qu'il puisse être.

La plus grande partie du message est consacrée à attaquer les banques et le système de crédit et à glorifier les idées de sous-trésorerie. M. Van Buren est bien décidément sans-culotte; il paraît avoir une horreur égale pour toutes les institutions de crédit bonnes ou mauvaises, grandes ou petites; il confond dans la même proscription et une banque Nationale et les banques d'Etat, et la banque d'Angleterre et toutes les banques du monde, enfin. Cette partie du message n'est en un mot, qu'une longue paraphrase de cette maxime de son illustre prédécesseur, "*que tout individu qui travaille avec un capital emprunté doit manger.*" Ce qui veut dire en d'autres termes: *malheur aux pauvres!*

Car il ne faut pas s'y méprendre, le crédit c'est la providence du pauvre honnête et industrieux, c'est l'ancre de salut, la seule qui puisse la préserver de la misère. Si le riche use aussi du crédit et cela souvent très largement, il peut s'en passer à la rigueur: ce qu'il a lui suffit; mais le pauvre qui n'a rien ne peut rien faire, rien entreprendre sans crédit: l'indépendance et la misère, voilà son lot! Donc les déclamations contre le crédit attaquent directement les intérêts des masses au profit du petit nombre, au profit des puissans de la terre, et cette considération seule doit suffire pour faire apprécier le Président et son œuvre.

Mais si-el-lien à Mr. Van Buren de vouer de-clamer contre le crédit, lui qui ne peut faire mouvoir la machine gouvernementale depuis qu'il est au pouvoir, qu'en usant, et en abusant du crédit. Depuis 1837 n'a-t-il pas constamment payé les dépenses du gouvernement fédéral avec des *treasury notes*, et que sont ces *treasury notes*, sinon des billets de crédit?

Chercher à restreindre le crédit, s'efforcer de circonscrire son action, dans les limites tracées par la prudence, rien de mieux, rien de plus sage; mais chercher à le détruire, c'est ce qu'on ne peut concevoir une pareille entreprise ne peut être que l'œuvre d'un insensé ou d'un citoyen ou d'un insensé.

Le nouveau message prouverait au besoin l'instabilité des choses humaines. Depuis 1832 le parti tory n'a cessé de glorifier les banques d'Etat, sa haine n'avait pour objet qu'une seule institution: la Banque Nationale, *le monstre* comme on l'appelait alors; et toute la sollicitude était pour les banques locales qui "pouvaient parfaitement fonctionner et se charger du service public sans avoir besoin d'un prétendu régulateur." On sait ce qui en est advenu; et; maintenant, le gouvernement accuse les banques de ses propres fautes, il les hait autant plus qu'il sent bien que la crise est une accusation terrible portée contre lui, une accusation méritée.

Le président fait un crime aux banques de la connexion qui existe entre elles, et il part de cette donnée pour instituer précisément que cette connexion qui est toutes nos institutions monétaires de notre pays sous l'influence de la Banque d'Angleterre.

Il existe en effet une connexion intime entre toutes les banques du pays, mais cette connexion n'est que le résultat de l'extension des relations commerciales que les banques sont appelées à faciliter, à favoriser. Le commerce, c'est une succession non interrompue d'échanges, c'est une cause constante de déplacements de valeurs de différentes natures, et les banquiers ou les banques, sont les agens naturels de ces échanges, ils en sont les intermédiaires. Ainsi la connexion des banques n'est que le résultat de la connexion des affaires commerciales de différentes places entre elles, et ce serait une grave erreur de croire que l'absence de toute institution monétaire la ferait cesser. Lorsqu'il y a des rapports suivis d'affaires entre deux provinces d'un même Etat ou entre deux Etats différens, il s'établit toujours entre eux une certaine solidarité industrielle par le fait même de ces rapports et l'établissement de banques ou de banquiers chargés d'effectuer les échanges de valeurs, n'ajoute rien à cette solidarité ou si l'on aime mieux à cette connexion.

Lors donc qu'il n'y aurait pas une seule banque ni ici ni en Angleterre, il n'y aurait pas moins connexion entre les nouveaux industriels des deux pays parce que leurs échanges sont si importans que ce qui nous affecte doit aussi affecter l'Angleterre et vice versâ.

Mais cette crainte du Président contre les banques est plus sérieuse qu'on ne pense; il ne s'agit pas au fond des institutions de crédit, ni des intérêts du peuple, comme on affecte de le dire, il s'agit uniquement d'augmenter son autorité et d'étendre la sphère de son influence coluptrice; il s'agit en un mot du projet de sous-trésorerie que Van Buren présente au peuple comme une panacée universelle. Nous discuterons ce quatrième et dernier article à l'examen de cette mesure.

[illegible] des Affaires en charge a [illegible] de la cour de Nord, d'Europe et des Antilles [illegible] nous sommes [illegible] sur la page anglaise) présente un [illegible] avoir *Du Havre*.—Havre 6, Boston 10, Marseille 5, Liverpool 2, Gravesend 1, Gibraltar 1, Havane 18, Columbia (Texas) 1, a Tampico 1. Total 48. *Des ports des Etats-Unis*—New-York 17, Philadelphie 6, Boston 16, Baltimore 3, Charleston 2, Newburyport 2, Thomaston 5, Bath 4, Wilborn (Maine) 1, Portland 6, Portsmouth 5.—Total, 67.

DEPARTEMENT DU TRESOR.

Office des Controleur, 30 déc. 1839.

Les débiteurs de douane doivent se rappeler notre disposition de l'acte du 2 mars 1833, relative à une réduction additionnelle de dix pour cent sur l'accroissement du droit de 20 *pour cent ad valorem*, laquelle disposition doit être en vigueur à partir du 31 décembre de cette année jusqu'au 31 décembre 1841.

Ainsi les marchandises qui étaient soumises à un droit d'évaluation paieront,—celles qui payaient 25, 23 pour cent; 30, 26 pr cent; 35, 29 pr. cent; 40, 32 pr. cent; 45, 35 pr. cent; 50, 38 pr. cent.

J. N. BARKER, contrôleur.

BILLETS DU TRESOR.

Département du Trésor, 1er janv. 1840.

Le montant des billets du trésor émis conformément aux actes des 12 octobre 1837, 21 mai 1838 et 2 mars 1839, est de $15,567,086 29

Sur cette somme il a été payé, 16,808,750 72

Excédant en circulation, $2,758,335 03

LEVI WOODBURY,
Secrétaire du Trésor.

CORRESPONDANCE DE L'ABEILLE.

Paris 29 novembre 1839.

(Suite.)

L'Espagne, Monsieur, voglie à pleines voiles sur l'Océan des coups d'Etat. La lutte est franchement engagée entre le gouvernement et le parti des exaltés. D'un côté le refus d'impôts, l'insurrection. De l'autre la résistance. Séragosse, Valence, Cadix et ses monitrent soutient énergiques dans leurs menaces et dans leurs protestations. La députation provinciale de Madrid rédige un mémoire pour, demander le changement du Ministère et pour justifier le refus d'impôts et l'envoie au ministre de l'intérieur, sur le refus du chef politique de la ville de la transmettre à la Reine. Pendant ce temps, le gouvernement, en état de crise, adopte des mesures de rigueur; il double les postes de Madrid restes calmes, il exige les impôts avec ordonnance et dans quelques provinces on finalise les citoyens récalcitrants. Le bruit court que la chambre sera prorogée de nouveau jusqu'au 20 janvier. Christine semble déterminée à persister dans sa politique et à appeler les modérés dans ses conseils. Pour les jours des listes diffèrentes de celles qui ont pendant dans Madrid. La nouvelle s'accrédite que M. Miraflores, manifestement opposé à la constitution de 1837 doit être placé à la tête du cabinet. Enfin une ordonnance paraît, le ministère est reconstitué. M. Pérez de Castro reste président du conseil. MM. Calderon, Collantes et Manuel Cortès viennent les portefeuille libres. Le sort en est jeté, la juste milieu repousse les exaltés c'est à dire la majorité des cortès. Aussi les cortès deviennent impossibles et l'ordonnance de dissolution ne se fait pas attendre.

Un rapport à la régente qui précède cette ordonnance, et qui, il faut le dire, est rédigé avec une louable modération, ne laisse aucun doute sur les motifs qui ont dicté cette mesure. Il y a plus, il jette après un coup d'œil triste tableau de la situation financière de l'Espagne, après avoir énuméré les améliorations que lecabinet croit avoir apportées dans l'état du pays. *On a dit des Cortès, dit ce rapport, pour terminer la guerre mais lorsqu'elles se réunirent un événement tout avait changé en face de cette guerre. La question de l'héritage changea soudainement. Et ailleurs, en même temps que les nouveaux députés au sénateurs arrivaient à Madrid, on y recevait une multitude d'adresses par lesquelles les populations mêmes qui les avaient élues, félicitaient votre Majesté, et donnaient au gouvernement un vote d'encouragement et d'approbation.*

Voilà qui est clair: on espère reprendre à tout par la convention de Bergara et obtenir une majorité à l'aide de l'enthousiasme qu'elle a fait naître. Si l'on avait agi rapidement, si l'on avait dissous aussitôt après la nouvelle élection convention, il est probable que l'on aurait eu ce résultat; ce résultat, on l'obtiendra plus tard, la joie a commencé à s'amortir, que les cortès reposent adopté la loi conservatrice des fueros, qu'une prorogation a donné au pays le temps de s'agirer et de se diriger, peut on espérer une chambre modérée? c'est au moins douteux.

Les ministres, terminant par l'expression de leur dévouement à la constitution de 1837, pour répondre sans doute à l'intention qu'on leur avait prêtée de lui substituer l'Estatuta real. Ils offrent enfin leur tête au jugement des Cortes, malheureusement dans l'état déplorable où est l'Espagne, cette offre pourrait bien n'être rien autre l'antienne d'une formule usitée, les chefs, violents et audacieux, s'établissent de tous les côtés et les Cortès, qui se réuniront le 18 février prochain seront élues sous l'impression de la peur et de la colère. La reine, dit-on, a usé de son droit constitutionnel en renvoyant les chambres; on a raison, mais le peuple répond qu'il use d'un droit constitutionnel en refusant l'impôt. L'opposition soutient qu'on ne peut invoquer la gravité des circonstances pour exiger l'impôt par ordonnance puisque jamais les chambres ne refuseront l'impôt que dans les circonstances graves, et qu'ainsi l'article de la Constitution devient tout-à-fait sans objet. Quant à la nécessité, le pays établi ne trouve pas que ce soit une raison suffisante pour violer la charte; si l'argent vous était indispensable, dit-il, il fallait le demander aux Cortès actuelles qui, faute de mieux sont l'expression du pays et l'obtenir aux conditions qu'elles vous imposeront en vous reservant de consulter après le corps électoral.

Quoiqu'il en soit, Christine joue dans ce moment une grave partie, dans laquelle son trône pourrait bien être l'enjeu; on prétend que des ordonnances nous supprimant bientôt en Espagne, la liberté de la presse et les autres droits assurés par la constitution. Cette nouvelle, il est vrai, est de source légitime, mais si par malheur elle se confirmait, et que le peuple Espagnol fit jusuce d'une telle témérité, quelle raison donnerait-on pour condamner une victoire que le monde a salué en juillet 1830, de ses acclamations de dans les circonstances auxquelles ressemblent fort, il ne faut pas s'abuser, les événements qui se passent en Espagne—je raconte et ne juge pas.

Le théâtre de la guerre ne fournit pas de nouvelles graves. Espartero occupe à peu près les mêmes positions et l'engagement que je vous annonçais dans un dernier lettre n'a pas eu qu'il paraît lieu. Au contraire on annonce aujourd'hui que Aspiroz, officier du général Valdez a remporté un avantage signalé sur l'insurrection catalane et que Segarra, le commandant en chef des carlistes de Catalogne, a envoyé au duc de la Victoire deux députés chargés de négocier une convention semblable à celle de Bergara. Mais ce n'est pas de ce côté qu'est le principal ressort de l'Espagne et l'on n'apprend rien de Cabrera sinon c'est qu'il persiste dans ses projets de défense.

Avant de traverser les Pyrénées, j'ai quelques mots à vous dire de l'Afrique; nous connaissons depuis quelques jours dans tous ses détails, l'expédition commandée par le Duc d'Orléans et qui avait pour objet de pacifier la route de Spétif à Alger par les portes de fer, d'explorer le pays et de montrer notre puissance aux Arabes. Cette promenade militaire, pénible à cause des difficultés du terrain, n'a pas pour ainsi dire été troublée par les populations nomades de ces contrées et le Duc d'Orléans a aujourd'hui le droit de retour à Paris, qu'il a rempli une tâche qui n'a pas été sans gloire pour notre armée. Elle n'aura pas produit cependant à ce qu'il paraît, tous les résultats qu'on en attendait et Abdel-Kader notre ennemi décrié, malgré les traités qu'il a été obligé de signer, saisit incessamment les indigènes contre la puissance française, de telle sorte que nous n'avons à proprement parler en Algérie, ni la paix, ni la guerre et que probablement la France sera obligée de faire connaître aux Arabes toute la force de son bras. Je regrette, Monsieur, de ne pouvoir vous donner ici une analyse même succincte du travail remarquable de M. Blanqui sur l'état de cette province, mais tous les journaux à peu près l'ont reproduit, et je ne doute pas que vous ne le lisiez avec un vif intérêt.

Je suis forcé, pour renfermer cette lettre dans des limites raisonnables, de passer rapidement sur les événements de notre politique intérieure fort peu importants du reste. Ainsi j'ai presque oublié de vous dire que